



Après le 7 octobre : mémoire ou mensonge ?

Description

Comment demander à un peuple de se souvenir de la Shoah comme d'un passé achevé, comme d'un devoir de mémoire ritualisé, scolaire, cérémoniel, presque muséal, alors que, sur sa propre terre, dans son propre État, a pu se produire le plus grand massacre de Juifs depuis la Shoah ?

Le 7 octobre n'a pas seulement coûté des vies, détruit des familles, éventré des certitudes militaires et politiques. Il a frappé plus profond : il a atteint l'idée même d'Israël comme réponse historique à l'impuissance juive.

Car enfin, à quoi devait servir Israël, sinon à cela ? À mettre fin à l'abandon. À faire qu'aucun Juif ne soit plus jamais livré sans défense à une haine exterminatrice. À traduire la mémoire en institutions, le souvenir en frontières, l'histoire en armée, la conscience en vigilance, et la souffrance en souveraineté. Israël devait être la leçon politique de la Shoah. Non son commentaire. Non sa commémoration. Non sa liturgie. Sa leçon.

Or le 7 octobre a introduit dans la conscience juive une question terrible : que vaut une mémoire qui n'empêche pas le retour du massacre ? Que vaut le souvenir, si l'histoire retrouve le chemin du sang au cœur même du refuge censé l'interdire ?

Certes, il ne s'agit pas de confondre la Shoah et le 7 octobre. La Shoah fut le projet total d'anéantissement des Juifs d'Europe, porté par un appareil industriel, bureaucratique, continental. Le 7 octobre n'est pas Auschwitz. Mais c'est précisément pour cela que sa portée symbolique est si accablante : après Auschwitz, après l'exil, après le sionisme, après la renaissance de la souveraineté juive, des Juifs ont encore pu être massacrés en masse parce qu'ils étaient Juifs. Voilà le séisme.

Dès lors, le rapport à la Shoah ne peut plus être le même. On ne peut plus se contenter de répéter : souvenons-nous. Il faut demander : qu'avons-nous réellement compris ? Qu'avons-nous refusé de comprendre ? Qu'avons-nous laissé survivre en nous de l'esprit d'exil, de l'illusion, de la fatigue historique, de la croyance selon laquelle la technique, les frontières, les dispositifs, les accords, les écrans, les doctrines et les experts suffiraient à nous dispenser de la lucidité tragique ?

Le 7 octobre n'a pas effacé la Shoah ; il en a ravivé l'aiguillon. Il a rappelé, dans la violence, que la

mémoire n'est pas un sanctuaire mais une exigence.

Le plus insupportable est peut-être ailleurs encore. Une partie du monde accepte volontiers le Juif-mémoire, le Juif-victime, le Juif-témoin, le Juif pleuré après coup. Mais elle supporte beaucoup moins le Juif souverain, le Juif armé, le Juif qui tire de son passé non une morale plaintive et universaliste, mais une conclusion politique rigoureuse : un peuple traqué qui ne se défend pas signe lui-même son retour au malheur. On veut bien des Juifs qu'ils commémorent leurs morts. On leur pardonne plus difficilement de vouloir empêcher les prochains.

C'est là l'hypocrisie majeure de notre temps. On instrumentalise la Shoah comme leçon éthique abstraite, on la transforme en religion civile de l'émotion, mais on refuse d'en admettre la conséquence politique la plus élémentaire : la défense juive n'est pas une option morale parmi d'autres, elle est une obligation historique. Comme si la mémoire devait rester pure à condition de demeurer impuissante. Comme si les morts n'étaient honorables qu'à la condition que les vivants restent désarmés dans leur âme, sinon dans leurs mains.

Le 7 octobre a donc produit une vérité terrible : la Shoah n'est plus seulement derrière nous. Elle est revenue comme question vivante. Non sous sa forme passée, mais sous cette interrogation abyssale : avons-nous réellement quitté l'histoire de la vulnérabilité juive, ou en avons-nous seulement déplacé le théâtre ?

Israël existe, oui. Israël combat, oui. Israël s'est relevé, oui. Mais le 7 octobre a montré que l'existence d'un État, en elle-même, ne suffit pas. La souveraineté n'est pas un décor. Elle n'est pas un drapeau, un hymne, une aviation et des cérémonies. Elle est une conscience.

Rony Akrich, écrivain, essayiste et conférencier. Fondateur en 2018 de l'Université Populaire Gratuite.

Categorie

1. Art et culture

date créée

14 avril 2026